

Québec songe à sortir ses fonctionnaires de Saint-Roch

Par Émilie Pelletier, Le Soleil et Olivier Bossé, Le Soleil

14 février 2025 à 17h35 |

Mis à jour le 14 février 2025 à 17h36

Le gouvernement du Québec «analyse» la présence de ses fonctionnaires dans Saint-Roch, alors qu'il considère la possibilité de les déménager hors du quartier.

La Société québécoise des infrastructures (SQI) n'est propriétaire d'aucun immeuble dans le quartier Saint-Roch. Toutes les adresses occupées par des fonctionnaires sont des locaux loués à des promoteurs immobiliers.

Des employés du ministère de la Famille et de l'Office québécois de la langue française travaillent notamment dans Le Cartier, au 750, boulevard Charest Est. Le ministère des Finances est quant à lui installé temporairement un peu plus loin, au 390, en attendant la fin des travaux de rénovation de ses locaux officiels de la rue Saint-Louis, dans le Vieux-Québec, prévue en 2027.

Ces deux immeubles sont la propriété du Groupe Mach.

Rue Saint-Joseph Est, le Conseil des arts et des lettres occupe lui aussi des espaces au coeur de la Basse-Ville, détenus par G.M. Développement.

Revenu Québec, le ministère de l'Emploi et l'Office de la protection du consommateur sont pour leur part présents dans Les Façades de la Gare (400, boulevard Jean-Lesage), un actif de Group IMC situé à la frontière du quartier Saint-Roch.

«Économies» recherchées

Or, le gouvernement du Québec procède actuellement à une «analyse» de tous ses baux pour ses espaces en location, «avec une volonté de prioriser l'occupation de nos immeubles en propriété», explique la SQI dans une déclaration écrite au *Soleil*, vendredi.

«C'est le cas principalement dans les milieux urbains avec une forte concentration d'immeubles gouvernementaux, comme le centre-ville de Québec», détaille la porte-parole Anne-Marie Gagnon.

Québec ne cache pas qu'il poursuit l'objectif de tirer des «économies budgétaires» de ce plan d'optimisation gouvernemental.

Au moment d'écrire ces lignes, la SQI n'avait pas chiffré le nombre d'employés dont le lieu de travail pourrait être appelé à changer, ni le nombre de travailleurs à l'emploi dans les différents bureaux concernés. L'ampleur des économies potentielles et les échéanciers de réalisation de ce plan n'ont pas non plus été communiqués.

Le gouvernement se défend toutefois d'avoir l'intention de vider Saint-Roch de ses travailleurs, dans un contexte où la situation commerciale dans le quartier fait la manchette depuis quelques semaines, à force de fermetures successives de différentes bannières comme [La Cordée](#), [Benjo](#) et, bientôt, [Ashton](#).

Les fonctionnaires ne seront pas tous rapatriés dans des édifices gouvernementaux de la Haute-Ville, assure-t-on, puisque «la SQI procède actuellement à la densification du 333, boulevard Jean-Lesage, qui est une propriété du gouvernement dans le même secteur».

Cet immeuble, siège social de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), est situé non loin de Saint-Roch, mais se trouve officiellement dans le quartier Vieux-Québec—Cap-Blanc—Colline parlementaire.

Plus tôt ces derniers jours, le parti de l'opposition officielle à l'hôtel de ville de Québec s'est inquiété devant un possible déménagement à venir de fonctionnaires, craignant que cette tuile ne s'ajoute à un contexte économique déjà fragile dans le secteur.

Dans un mémoire déposé à l'attention du ministre des Finances dans le cadre des consultations prébudgétaires, Québec d'abord demandait au gouvernement «de surseoir à sa décision de déménager plusieurs dizaines de ses employés vers d'autres immeubles de la colline parlementaire».

Nouvelle réalité post-pandémie

Depuis la pandémie et l'adoption plus généralisée du travail à distance réalisé de la maison par une majorité d'employés de l'administration publique, le gouvernement du Québec cherche à réduire ses espaces de bureaux de façon globale.

Un minimum de deux jours de travail en présence au bureau est exigé des fonctionnaires québécois depuis avril 2022, moment de l'instauration de la Politique-cadre en matière de télétravail.

La plupart des employés de l'administration publique et parapublique québécoise peuvent travailler de la maison trois jours par semaine, donc jusqu'à 60 % du temps.

Depuis mai 2022, sur la fin de la pandémie, le gouvernement s'est donc doté d'un Guide gouvernemental de transformation des milieux de travail, conçu par la SQI.

On vise ainsi des «objectifs d'optimisation de l'occupation des espaces», ainsi que l'accroissement du nombre de mètres carrés d'immeubles de bureaux en propriété, selon la SQI.

Ce qui favorise d'autant la diminution du nombre de mètres carrés en location.

Des données d'octobre dernier révélaient que depuis 2018, le parc immobilier d'espaces à bureaux du gouvernement du Québec avait diminué de plus de 42 100 mètres carrés, tout en augmentant ceux en propriété de 46 400 m².

Le tout pour atteindre 3,16 millions de mètres carrés pour l'ensemble des espaces à bureaux au gouvernement du Québec pour l'année financière 2023-2024. Un peu plus de la moitié était en propriété, soit 56 %.